

MANIFESTE ELECTORAL DE AHMED BRAHIM
Candidat du mouvement Ettajdid/Initiative Nationale pour la Démocratie
et le Progrès à la Présidence de la République

Tunisiennes, Tunisiens,

J'ai l'honneur de me présenter à vous en tant que candidat aux élections présidentielles, d'une opposition claire, ferme, audacieuse, et responsable. Je me présente à vous avec la ferme volonté de donner à ces élections présidentielles une portée pluraliste, dans un esprit de compétition réelle. De même, je voudrais vous soumettre un autre diagnostic des problèmes des Tunisiens pour relever les défis auxquels le pays est confronté. Je voudrais, par le dialogue avec vous, formuler des propositions et des solutions à même de répondre à votre espoir et à vos aspirations de vivre la tête haute en tant que citoyens libres dans une société juste.

Je me soumetts à vos suffrages tout en étant parfaitement conscient de la difficulté des conditions dans lesquelles se déroulent les élections, des limites à la concurrence loyale et de l'absence de l'égalité des chances entre les candidats.

Je compte sur vous, sur votre soutien ferme à mes côtés, contre la conception archaïque des élections que l'on observe chez certaines forces d'arrière-garde prisonnières de l'esprit du parti unique, qui veulent vous faire croire un seul choix est possible et cherchent à faire de ces élections une copie des précédentes en les transformant en plébiscite qui justifie le statu quo.

Chers compatriotes,

La situation du pays, comme toutes les Tunisiennes et tous les Tunisiens ne peuvent l'ignorer, se caractérise par une accumulation de problèmes que supportent, à des degrés divers, l'ensemble des catégories du peuple, à l'exception d'une minorité qui met à profit sa proximité par rapport aux centres de décision pour amasser des fortunes avec une rapidité surprenante, et cela au détriment de l'intérêt général.

Dans le même temps, la majorité des Tunisiennes et des Tunisiens vivent dans un état d'inquiétude en raison de la persistance du fléau du chômage qui frappe le tiers des jeunes, notamment les diplômés de l'enseignement supérieur en raison de l'inégalité des perspectives de développement entre les différentes régions du pays et de la chute du niveau de l'enseignement à ses différents niveaux, de la réduction des possibilités d'accès aux soins pour un nombre croissant de familles, de la faiblesse des mesures prises pour la lutte contre la pauvreté, de la détérioration du pouvoir d'achat pour la population à revenus modestes, de l'absence d'un régime fiscal juste en faveur des salariés, des artisans et des petites et moyennes entreprises, de la dégradation des services de transport public, etc. S'ajoute à cela la préoccupation légitime devant la précarité du travail, qui se manifeste par l'accroissement du recours à la sous-traitance et au licenciement massif et collectif des travailleurs et d'autres problèmes qui s'accumulent, et dont la résolution nécessite des orientations autres que les orientations actuelles du pouvoir.

Tunisiennes, tunisiens,

Vous êtes en droit de vous interroger sur les raisons de la persistance des choses dans leur état et d'exprimer votre désapprobation à ce sujet, comme vous êtes fondés à demander à chaque candidat d'exprimer ses propositions en toute franchise et dans le respect de votre intelligence et de votre maturité, après que les vieilles solutions ont montré leurs limites et leur inefficacité.

En ce qui me concerne, j'ai la ferme conviction que notre pays regorge de potentialités et d'énergies à même de consolider les réalisations, de les améliorer et de relever les défis du développement global et juste dans de meilleures conditions et avec de plus grandes chances de réussite. Cela ne sera possible que si l'on change le mode de gouvernance actuel, avec ce qui le caractérise comme pouvoir personnel et hégémonie du parti au pouvoir, sans aucune forme de contrôle, en plus des restrictions imposées aux forces vives afin de les empêcher de participer activement à la définition des choix de la nation et au contrôle de leur exécution.

I- Une approche différente face aux défis du développement économique

A part ce qu'exige le traitement des répercussions de la crise mondiale, il y a des points faibles antérieurs à cette crise dont les plus importants sont la stagnation continue de l'investissement, qui nécessite un climat susceptible à réinstaurer la confiance chez toutes les composantes du processus économique, de l'investisseur au travailleur, et ceci en garantissant la transparence totale dans les activités économiques et le respect des règles de la concurrence, sans monopole, falsification ou « interventions », sur la base du principe que la loi est au dessus de tous, quelque soit la proximité au pouvoir.

Afin d'assurer la réussite du développement global, il est impératif de procéder à une réforme fiscale qui allège le poids des impôts sur les salariés et les revenus modestes et qui soit plus ferme à l'encontre des grandes fortunes.

Il est impérieux aussi de mettre en place une politique nouvelle d'encouragement aux agriculteurs, notamment dans le domaine de la production céréalière et des produits de base, condition nécessaire pour la réalisation de l'autosuffisance alimentaire.

J'appelle aussi à ce que l'Etat assure son rôle stratégique, notamment dans les secteurs vitaux, afin de réaliser le développement durable, la protection de l'environnement et la garantie d'un développement juste qui permette à tous de profiter de l'effort national, sans distinction ni marginalisation d'aucun citoyen ni d'aucune région. A ce propos, je propose un nouveau plan d'aménagement du territoire dont le but essentiel serait de faire sortir les régions défavorisées au sud ouest et au nord ouest du pays de leur isolement et de leur marginalisation.

II- Remédier aux problèmes sociaux dans le sens de la justice

Donner la priorité absolue à la lutte contre le chômage par l'adoption de réformes urgentes, à côté des réformes économiques afin d'augmenter la création d'emplois tout en garantissant la transparence des concours d'entrée à la fonction publique et de recrutement dans les entreprises publiques.

Dans cet ordre d'idées, il est nécessaire de mettre à niveau les bureaux de travail, par lesquels doivent transiter toutes les opérations de recrutement, et cela selon des critères justes et clairs, non sur la base d'intervention, d'allégeance ou de « pistons ».

Il est impératif que notre système d'enseignement retrouve tout son éclat, qu'il redevienne attractif pour les jeunes, les familles et les enseignants et qu'il reprenne sa mission principale qui consiste à élever le niveau scientifique des jeunes et à assurer sa fonction « d'ascenseur social » en permettant l'obtention d'un travail décent qui soit conforme aux compétences acquises et aux sacrifices consentis par l'étudiant et sa famille. Il est aussi nécessaire que l'université recouvre son autonomie et son immunité à travers une gestion démocratique où des enseignants et des étudiants élus par leurs pairs administrent l'ensemble de leurs affaires dans un climat où les libertés académiques seront entièrement garanties.

Se pencher sérieusement sur le secteur de la santé afin de procéder à la mise à niveau des établissements publics déjà existants et de doter les régions défavorisées, principalement le sud, le nord ouest et le centre ouest, d'établissements hospitaliers régionaux dotés de tous les équipements modernes nécessaires et d'équipes médicales dans toutes les spécialités. Il est indispensable de mettre en place un système de couverture médicale à même d'assurer les soins nécessaires aux couches défavorisées.

Limiter les inégalités sociales par la dynamisation des politiques de lutte contre la pauvreté, en considérant cela comme un droit que de la société doit assurer au citoyen et non comme un don instrumentalisé par le parti au pouvoir et par l'administration à des fins clientélistes de contrôle .

Créer une caisse d'assurance contre le chômage au profit des victimes des licenciements économiques. Adopter des mesures sérieuses pour améliorer le pouvoir d'achat des faibles revenus à travers l'augmentation du SMIG, la révision de la grille d'imposition pour tous les salariés et l'augmentation des allocations familiales, dont le montant n'a pas varié depuis des décennies .

L'Etat doit assumer toutes ses responsabilités vis-à-vis de nos concitoyens résidant à l'étranger, en défendant leurs droits sociaux, politiques et culturels contre les phénomènes de racisme, en prenant en charge l'éducation de leurs enfants dans des établissements tunisiens afin de préserver leur identité nationale et garantir leur droit, en tant que citoyens tunisiens, d'être représentés au parlement .

III : Pour la réalisation d'une renaissance culturelle et civilisationnelle

- Mener une politique d'éradication sérieuse de l'analphabétisme et combattre le vide culturel rampant, en encourageant la créativité et les créateurs et en mettant en place un environnement libéré de toutes formes de bureaucratie et de contrôle, afin de garantir la liberté de pensée, d'expression et d'édition tout en encourageant l'effort et la créativité en matière d'art, de savoir et de science.

- Renforcer et développer les aspects progressistes réalisés dans tous les domaines notamment par le renforcement des droits de la femme, l'institution de l'égalité parfaite entre la femme et l'homme dans les domaines de la vie active, la protection de ces droits contre tout risque de remise en cause sous l'impulsion de lectures dogmatiques de l'islam et d'autres dérapages fondés sur la manipulation des sentiments religieux et leur instrumentalisation contre la modernité, la pensée éclairée, la rationalité et l'esprit tolérant de notre patrimoine arabo-musulman.

- Lancer une campagne nationale pour le rétablissement des valeurs de liberté, de respect de l'autre, la propagation des valeurs de travail, de solidarité, de dévouement au service de la communauté et lutter contre la corruption et l'enrichissement rapide acquis par des moyens peu honnêtes.

A cet égard, il est nécessaire d'activer la loi d'avril 1987 portant obligation à chaque responsable de déclarer tous ses biens dès sa nomination, loi restée lettre morte qui a besoin d'être appliquée et élargie aux familles des responsables et leurs proches.

IV : Réaliser une réforme politique globale, condition nécessaire pour remédier à l'ensemble des problèmes posés

Il est clair que le développement économique et social est étroitement lié au climat politique du pays. Ainsi, les réformes globales comme celles que je vous propose ne peuvent réussir que dans la mesure où certaines conditions sont réunies, tel un Etat régi par le principe de la bonne gouvernance et une atmosphère générale où le tunisien sent que le présent et l'avenir de notre pays dépend de la seule volonté des citoyens.

La remise en confiance du citoyen passe inéluctablement par des décisions à même de détendre l'atmosphère générale et de rendre l'espoir à toutes et à tous, telles que la libération immédiate des prisonniers du bassin minier, la promulgation d'une Loi d'amnistie générale pour toutes les personnes qui ont été jugées pour leurs opinions. Il est aussi impératif d'apporter des solutions à tous les litiges concernant l'indépendance des composantes de la société civile, notamment la Ligue tunisienne des droits de l'homme, le syndicat des journalistes et l'association des magistrats. Ceci n'est possible que si l'on procède à des réformes substantielles et globales dont :

- le respect des libertés individuelles et publiques, de la liberté d'expression et d'organisation et la reconnaissance légale des partis qui en ont fait la demande.
- la cessation de la mainmise du parti au pouvoir sur l'appareil de l'Etat.
- la consécration effective de la séparation des pouvoirs par un rééquilibrage qui met fin aux pouvoirs excessifs de l'exécutif au détriment des pouvoirs législatif et judiciaire.
- La garantie de l'indépendance de la justice.
- La libération du secteur de l'information de la mainmise de l'Etat en le transformant en un secteur public reflétant la diversité et la richesse de la société.

Chères électrices, chers électeurs.

C'est parce que je m'engage à agir en vue de concrétiser de telles réformes politiques, économiques, sociales et civilisationnelles dans les plus brefs délais que je vous invite à m'apporter votre soutien et à voter pour moi, afin que ces réformes soient le prélude clair à l'ouverture d'une nouvelle page dans l'histoire de notre peuple ; une page dont nous tracerons ensemble les lignes et dans laquelle nous inscrirons les objectifs au service du peuple et non en faveur d'une minorité de privilégiés ; des objectifs qui puissent consolider la souveraineté

de notre pays, lui assurer la place qu'il mérite dans le concert des nations et lui permettre d'avoir une influence positive en faveur des causes justes, en premier rang des quelles la question de la libération nationale en Palestine et en Irak en vue de réaliser les aspirations de nos peuples pour la construction de l'unité du Maghreb sur des bases démocratiques, qui mobilisent toutes ses potentialités et respectent sa diversité, faisant de notre Maghreb une force agissante aux plans régional et mondial.